

**Zeitschrift:** Revue économique franco-suisse  
**Herausgeber:** Chambre de commerce suisse en France  
**Band:** 43 (1963)  
**Heft:** 2: L'avenir de l'entreprise

**Rubrik:** En bref... la Communauté économique européenne

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 02.04.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

# EN BREF... *La Communauté économique européenne*

---

## **La crise n'est pas surmontée**

---

La crise profonde déclenchée par le veto français contre l'adhésion du Royaume-Uni à la C.E.E. n'est pas encore totalement surmontée. Cependant, après une période de stagnation, les partenaires de la « Petite Europe », constatant que la marche de la Communauté, sans cesse animée par la Commission Hallstein, ne peut être arrêtée, ont repris la vie en commun... sans la Grande-Bretagne.

## **Une nouveauté : la synchronisation**

---

La « relance » de la Communauté s'est opérée sous le signe d'une meilleure « synchronisation », terme lancé par M. Schröder, ministre des affaires étrangères de l'Allemagne fédérale. Selon l'homme d'État allemand, qui fait preuve de beaucoup d'initiative sur l'échiquier européen, tous les nouveaux progrès de la Communauté doivent être équilibrés de telle sorte que chacun des partenaires y trouve son compte. Pratiquement la méthode de la « synchronisation » doit permettre de supprimer les « préalables » posés de part et d'autre, et de les remplacer par un « groupage » judicieux des questions (« package deal »).

## **Premier essai**

---

Cette méthode a été mise à l'épreuve une première fois au début mai. Les Allemands désiraient obtenir une décision favorable au sujet du Kennedy-round, tout en s'opposant à des progrès trop rapides en matière agricole. Les Français, au contraire, considéraient la question agricole comme un « préalable » à tout accord sur le Kennedy-round.

L'art consistait donc à grouper ces deux questions de manière à éviter de faire des mécontents. C'est ce qui a été fait : les Allemands ont obtenu une réponse de principe favorable pour la négociation au GATT (qui s'est confirmée par la suite à Genève), alors que les Français ont arraché aux Allemands des concessions substantielles sur le « calendrier » agricole.

## **Une victime**

---

Ce nouveau démarrage de la Communauté a fait une victime qui risque bien de faire les frais de l'affaire : le Royaume-Uni. Depuis la rupture de Bruxelles, les amis des Anglais dans la Communauté répètent leur détermination de « garder la porte ouverte » aux Britanniques. Le temps aidant et face à l'hostilité de la France à l'égard de toute concession aux Anglais, la bonne volonté des anglophiles s'estompe peu à peu. Après les grands débats au Parlement européen, après le « bilan » prudent et nuancé de la Commission Hallstein sur la négociation avec le Royaume-Uni, on se résigne à travailler sans les Anglais, qui sont d'ailleurs aux prises avec d'autres difficultés et se soucient fort peu de la Communauté actuellement. La remise du Prix Charlemagne à Edward Heath doit être considérée comme une ironie du sort.

## **Même l'Autriche devra attendre**

---

Les « Six » continueront donc la route seuls. A part la Grèce qui est déjà associée et la Turquie qui le sera probablement sous peu, l'extension de la Communauté n'est plus d'actualité. Les demandes d'adhésion ou d'association déposées au cours des deux années écoulées doivent être considérées comme « classées ». Seule l'Autriche a une petite chance de pouvoir s'entendre avec la C.E.E., encore qu'il faille probablement attendre des années pour voir un accord se conclure. Le Danemark, la Norvège, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, la Suède et la Suisse devront attendre des jours meilleurs.

## **Débats laborieux en perspective**

---

Si les Six se concentrent ainsi dès maintenant sur le développement de la Communauté existante, des événements très récents indiquent qu'ils auront à surmonter de nombreuses difficultés internes. Dans la question agricole, par exemple, les avis sont si partagés (l'Allemagne devant faire presque seule les frais de l'opération) qu'il faut s'attendre à des débats laborieux. La France se montrant peu empressée de doter les institutions (exécutifs des trois Communautés et le Parlement) de compétences plus étendues, il est à craindre que les progrès soient, là aussi, peu substantiels.

## **La politique africaine compromise**

---

Les divergences entre les « Six » ont également failli compromettre — au moins temporairement — l'œuvre de mise en valeur de l'Afrique, commencée il y a cinq ans. La nouvelle convention avec les 18 États africains associés, solennellement paraphée le 21 décembre, n'a pas encore pu être signée. L'Italie, absorbée par les élections, n'a pu fixer aucune date pour la signature. La Commission Hallstein a tout fait pour éviter un hiatus dans l'aide financière et technique aux Africains, mais ceux-ci ont tout de même été désagréablement surpris par les attermoissements des Européens. La tentation du neutralisme est si forte dans ces pays que l'Europe ne peut pas se permettre de telles hésitations ; plusieurs hommes politiques des Six pays ont d'ailleurs protesté contre le retard intervenu.

## **Une phase difficile**

---

Dans l'ensemble, on constate que la crise politique au sein de la Communauté des Six est loin d'être surmontée définitivement. Si l'on s'est de nouveau réuni autour de la table de travail, la méfiance est restée. Le Traité d'amitié franco-allemand a éveillé les soupçons des « petits » qui craignent les effets d'un axe Paris-Bonn. Les Européens acquis au supranationalisme s'élèvent contre la volonté de plus en plus affirmée de la France de réaliser une « Europe des patries », dans laquelle Paris jouerait le premier rôle. Si l'on y ajoute les incertitudes de la vie politique dans plusieurs pays européens (Allemagne, Italie), on se rend compte que la construction européenne est entrée dans une phase difficile.